



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Saint Barthélemy d'Anjou, le 30 août 2022

**La directrice régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**à
Monsieur le Préfet de Maine et
Loire**

Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des Procédures Environnementales et
Foncières

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Dossier de réexamen IED

Société : CHIMIREC Commune : Liré N° S3IC : 0063.2124	
<u>Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé <u>Priorités d'actions :</u> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	<u>Régime futur de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <u>Dossier comprenant une :</u> <input type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

Copie à : DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement GUN



Tel : 02 72 16 42 20

Mel : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy

1 Objet du rapport

Par transmission du 2 octobre 2019, la société CHIMIREC a transmis son dossier de réexamen et son rapport de base pour l'installation de tri, regroupement et transit de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite sur la commune de Liré. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

2 Contexte réglementaire

Par arrêté préfectoral D3-99 n°885 du 7 juin 1999, la société ASTRHUL est autorisée à exploiter des installations de tri, transit et regroupement et prétraitement de déchets dangereux et non dangereux, comprenant notamment des installations classées sous les rubriques n° 3550 - stockage temporaire de déchets dangereux et 3510 - Valorisation de déchets dangereux (mélange).

L'arrêté initial a été modifié notamment par les arrêtés du 2 mars 2005 (D3-2005 n°136), du 29 septembre 2008 (D3-2008-n° 565), du 27 juillet 2011 (DIDD-2011 n°370) et du 24 juillet 2014 (DIDD-2014 n°267).

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

La rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dangereux

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF WT) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 17 août 2019 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 17 août 2022.

3 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Activités

L'établissement est amené à :

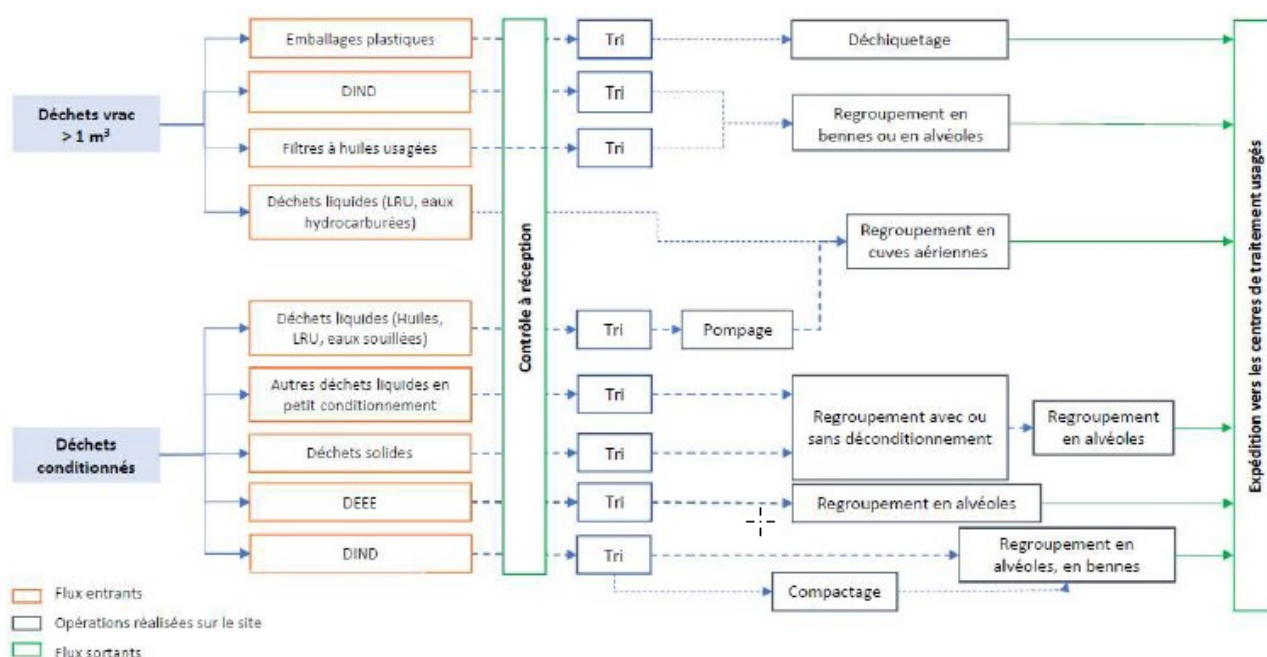
- collecter des déchets non dangereux et des déchets dangereux, en vrac ou en conditionnés, au moyen de ses propres véhicules ou de véhicules affrétés (camions-citerne et camions-plateaux) depuis les sites producteurs de déchets ;
- trier, contrôler et analyser les déchets lorsque nécessaire ;
- stocker temporairement et transitoirement les déchets ;
- prétraiter certains déchets (emballages plastiques et DIND) dans le but d'optimiser leur transport vers les exutoires ;
- expédier les déchets vers un centre de traitement ou de valorisation autorisé.

3.2 Historique

La société CHIMIREC est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets provenant de l'entretien et de la réparation automobile et industrielle. Indépendamment du centre de transit et de traitement de déchets qu'elle exploite à Liré depuis une vingtaine d'années, elle a construit en 2014 un site dans l'extension de la zone artisanale des Couronnières, également à Liré, dans l'objectif d'y transférer le transit des « huiles usagées ».

3.3 Description du process

Le site est spécialisé dans les activités de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets issus des activités économiques.



Les déchets susceptibles d'être en transit sur le site sont : acides/bases – aérosols – batteries – cartons, bois, papiers, plastiques – D3E – déchets chlorés dont solvants – DIND en mélange – eaux souillées – emballages et matériaux souillés – filtres à huiles – huiles alimentaires – liquides de refroidissement usagés – métaux – pare-brise, pare-choc – piles – pots catalytiques – phytosanitaires – produits de laboratoire – solvants non chlorés – tubes, néons, lampes – radiographies et films.

Le site dispose d'un point de rejet canalisé pour les émissions à l'atmosphère au niveau du déchiqueteur d'emballages plastiques et de pare-chocs.

Les eaux pluviales de ruissellement des voiries sont traitées par des débourbeurs séparateurs à hydrocarbures.

3.4 Situation administrative

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous. La situation décrite est celle mentionnée dans le porter à connaissance d'octobre 2020.

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques	Régime
2711	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de DEEE, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	Transit de D3E : 20 tonnes = 50 m ³	NC
2713	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1 000 m² (D)</p>	Déchets métalliques : 400 m ²	D
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, de cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Cartons : 2 bennes de 30 m³</p> <p>plastiques conditionnés : 10 m³</p> <p>bois : 1 benne de 30 m³</p> <p>palettes : 50 m³</p> <p>Soit 150 m³ de déchets</p>	D
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>1 benne de 30 m³</p> <p>5 m³ de conditionnés</p> <p>50 m³ de DIND en mélange</p> <p>Soit 85 m³</p>	NC
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10</p>	Quantité de déchets dangereux : 567,5 t	A

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques	Régime
	<p>du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t. (A)</p>		
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</p>	Quantité susceptible d'être présente : 150 t	A
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j (DC)</p>	Broyage de déchets plastiques < 10 t/j	DC
2795	<p>Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>La quantité d'eau mise en œuvre étant :</p> <p>2. Inférieure à 20 m³/j (DC)</p>	Quantité d'eau utilisée pour le lavage < 20 m ³ /j	DC
3510	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement biologique, • traitement physico-chimique, • mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, • reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, • récupération/régénération de solvants, • recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques, 	Quantité maximale de déchets traités : regroupement et mélange : > 10 t/j	A

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques	Régime
	<ul style="list-style-type: none"> • régénération d'acides ou de bases, • valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution, • valorisation des constituants de catalyseurs, • régénération et autres réutilisations des huiles, • lagunage. 		
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur site ou les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente : 567,5 t + 20 t de D3E Soit 587,5 tonnes	A

* A = Autorisation, D = Déclaration, NC = Non classé

La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques actuels*	Éléments caractéristiques envisagés*	Portée des modifications
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres	Identique	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface du projet : 1,17 ha	Identique	D

* A = Autorisation, D = Déclaration, NC = Non classé

3.5 Périmètre IED et BREF applicables

Les rubriques IED sont les rubriques 3510 et 3550. La rubrique principale est la rubrique 3510 concernant les opérations de mélange de déchets dangereux.

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant est le périmètre de l'arrêté préfectoral du 7 juin 1999, c'est-à-dire, le périmètre actuel autorisé.

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel suivant qui lui est opposable :

- BREF WT - traitement des déchets.

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006 ;
- efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009.

Le délai de mise en conformité est le 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets est en outre applicable aux installations classées soumises à autorisation pour les rubriques 3510 et 3550 au 17 août 2022.

Parmi les MTD relatives au traitement des déchets, les MTD suivantes ne sont pas applicables aux activités du site :

MTD n°9 : le site ne procède à aucune opération de régénération des solvants usés, de décontamination d'équipements contenant des POPs ou de traitement physico-chimique de solvants.

MTD n°15 et 16 : le site ne met pas en œuvre d'opération de torchage et ne dispose pas de torchère.

MTD n°22 : l'activité du site consiste au tri, transit, regroupement et traitement des déchets d'activités économiques dans le but de renvoyer des lots de déchets vers les centres de valorisation et de traitement. Le remplacement des déchets n'est pas envisageable.

MTD n°25 : Le site réalise une opération de prétraitement mécanique de certains déchets par le biais d'un équipement de déchiquetage des emballages souillés et des pare-chocs. Les procédés mis en place ne sont pas susceptibles d'émettre de particules métalliques, de PCDD/F ou de dioxines. Aucun équipement permettant leur traitement n'est en place (prévu d'ici fin d'année 2022).

MTD n°26 à 32 : le site n'exerce aucun traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques ou traitement de DEEE ou traitement mécanique des déchets à valeur calorifique.

MTD n°33 à 39 : le site ne réalise pas de traitement biologique de déchets.

MTD 41 et 45 : Les activités de déchiquetage ne sont plus considérées comme du traitement physico-chimique.

MTD n°42 à 44 : le site ne met pas en œuvre de réaffinage d'huiles usagées.

MTD n°46 et 47 : le site ne réalise pas de régénération de solvants usés.

MTD n°48 et 49 : le site ne réalise pas de traitement thermique de charbon actif.

MTD n°50 : le site ne réalise pas de traitement par lavage à l'eau de terres excavées polluées.

MTD n°51 : le site ne réalise pas de décontamination d'équipements contenant des PCB.

MTD n°52 et 53 : le site ne réalise pas de traitement de déchets liquides.

Parmi les MTD relatives au BREF EFS, les MTD suivantes ne sont pas applicables aux activités du site :

EFS n°5 : le site ne peut pas être considéré comme une grande installation de stockage, telle que visée par cette technique.

EFS n°8 : aucun réservoir à ciel ouvert, au sens de cette technique, n'est en place sur le site.

EFS n°9 : aucun réservoir à toit flottant, au sens de cette technique, n'est en place sur le site.

EFS n°10 : les réservoirs en place sur le site ne sont pas susceptibles de stockage des substances volatiles toxiques, très toxiques ou CMR.

EFS n°11 : ce type de réservoir n'est pas en place sur le site.

EFS n°12 : ce type de réservoir n'est pas en place sur le site.

EFS n°13 : ce type de réservoir n'est pas en place sur le site.

EFS n°14 : ce type de réservoir n'est pas en place sur le site

EFS n°15 : ce type de réservoir, bassin, cavité ne sont en place sur le site.

EFS n°36 : le site ne peut pas être considéré comme une grande installation de stockage, telle que visée par cette technique.

EFS n°40 : ces installations ou équipements ne sont pas en place sur le site.

EFS n°41 : pas de soupape sur site.

EFS n°44 : cet équipement n'est pas en place sur le site.

EFS n°45 : aucun point d'échantillonnage des produits volatils n'est en place sur le site.

EFS n°48 : aucun stockage de longue durée n'est réalisé sur le site. L'activité du site consiste, pour rappel, en du tri, transit, regroupement et traitement de déchets. Les déchets stockés le sont de façon temporaire uniquement.

EFS n°49 : aucun déchet n'est stocké à l'air libre, telle qu'entendu au sens de cette technique. Aucun stockage fermé au sens de cette technique n'est réalisé sur le site.

EFS n°52 : non concerné – concerne les bennes de déchets pulvérulents.

Parmi les MTD relatives au BREF ENE, les MTD suivantes ne sont pas applicables aux activités du site :

ENE n°10 : le site est existant et n'a pas fait l'objet de modernisation de grande ampleur dans le domaine de l'efficacité énergétique.

ENE n°17, 18, 19, 20 : ces installations ne sont pas présentes sur le site.

ENE n°23 : ces techniques ne sont pas applicables sur le site au regard des consommations des installations.

ENE n°25 : ce système d'air comprimé n'est pas en place sur le site. Il n'y a aucun procédé de séchage, séparation et concentration sur site.

4 ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

4.1 Complétude du dossier

Par courrier en date du 2 octobre 2019, l'exploitant a fourni le dossier de ré-examen comportant une comparaison du fonctionnement des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WT » pour la rubrique principale 3510 et des BREF(s) transversaux EFS et ENE (suivant les prescriptions des articles R. 515-72, R.515-59 et R.515-68).

En conclusion de son examen, l'exploitant demande l'actualisation des conditions de l'autorisation au regard des 3 situations listées au III de l'article R. 515-70 (pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme de qualité environnementale).

L'inspection des installations classées considère que les éléments relatifs à la mise en conformité des installations vis-à-vis de la directive IED fournis à ce jour par l'exploitant sont suffisants.

Rapport de base

Le rapport de base a déjà été remis en date du 27 septembre 2019. Il comporte la majorité des éléments prévus à l'article R.515-59 du code de l'environnement. Il est jugé complet.

Le document a été établi avec l'appui de SOCOTEC Environnement. Le document est rédigé selon les préconisations du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base rédigé par la Direction Générale de la Prévention des Risques de février 2014.

Ce rapport présente un inventaire des substances dangereuses présentes sur site et pouvant potentiellement être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines.

Synthèse du rapport de base

L'installation de tri de déchets industriels rentre dans le classement IED de par la présence, l'utilisation et le stockage de produits potentiellement polluants, principalement par la présence d'huiles usagées et de déchets industriels en quantités importantes. Le site était composé de parcelles agricoles jusqu'au changement d'occupation en 1989, pour accueillir une activité de centre de tri de déchets industriels.

L'étude de vulnérabilité a permis de mettre en évidence que les milieux « sols » et « eaux souterraines » étaient vulnérables à une potentielle contamination issue des activités et des installations identifiées.

Des analyses de sols ont permis de mettre en évidence :

- un impact en hydrocarbures au droit du sondage S11 (drain entre les cuves aériennes d'huiles usagées et l'atelier de broyage), principalement en surface, se poursuivant jusqu'à minimum 2,50 m de profondeur (concentrations > 500 mg/kg) ;
- une zone de faible contamination en hydrocarbures à l'intérieur de l'atelier de broyage (au droit du sondage S15) constatée en surface jusqu'à 0,70 m de profondeur (130 mg/kg considérée comme peu significative) ;
- l'absence de contamination significative des sols en HT, HAP, BTEX, COVH, Indice Phénol, cyanures, ETM, PCB et pesticides au droit des autres sondages réalisés.

Les investigations sur les eaux souterraines indiquent :

- la présence de naphtalène sur Pznord2 et Pzsud2, ainsi que de COV sur le Pznord1 et de nickel sur le Pznord2 (pas de dépassement des valeurs de référence)
- l'absence de HT, HAP, BTEX, PCB dans les eaux souterraines des 5 piézomètres du site.

Le rapport de base recommande de :

- procéder à des investigations de dimensionnement autour du sondage S11 afin de préciser l'emprise de la zone incriminée ;

- vérifier la bonne étanchéité d'une canalisation proche de S11 ;
- faire un suivi de la qualité et du niveau des eaux souterraines ;
- vérifier le sens d'écoulement de la nappe ;
- conserver la mémoire dans un document qui définit les mesures de gestion prises et à prendre pour garantir les mesures mises en place (mise à jour des documents d'urbanisme et de propriété).

Dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

4.2 Régularité du dossier - Comparaison aux MTD du BREF sectoriel « Traitement des déchets - WT »

Compte tenu de l'activité de mélange et regroupement de déchets dangereux et non dangereux du site de transit /regroupement de déchets, les MTD qui s'appliquent aux installations sont les MTD génériques .

Compte tenu des activités du site, aucune MTD spécifique n'est applicable.

Le dossier de réexamen positionne les installations du site vis-à-vis de ces MTD.

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
GÉNÉRALITÉS	
MTD 1 (Système de management environnemental - SME)	<p>CONFORME à la MTD</p> <p>le site dispose d'un système de management de l'environnement (triple certification QSE CHIMIREC) : mise ne place de registres, audit, gestion des déchets, des effluents aqueux, plan de gestion des accidents...</p> <p><u>Nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation</u> : non</p>
MTD 2 (Performances environnementales)	<p>CONFORME à la MTD</p> <p>Le site dispose de procédure d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets sur le site. Le système de gestion de la qualité des extrants, les techniques de séparation des déchets, la maîtrise de la compatibilité et le tri des déchets solides sur le site sont jugés conformes aux prescriptions de la MTD.</p>
MTD 3 (Inventaire des flux d'effluents)	<p>CONFORME à la MTD</p> <p>Les informations jugées pertinentes pour faire état de l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux depuis le site ont été présentées au sein du présent dossier, le niveau de détail étant en corrélation avec les caractéristiques des rejets.</p>
MTD 4 (Risque environnemental associé au stockage de déchets)	<p>CONFORME à la MTD</p> <p>Les techniques mises en place pour éviter tout risque environnemental sont jugées conformes aux MTD proposées, notamment concernant la maîtrise des capacités de stockage, la gestion des lieux de stockage, la mise en œuvre de dispositifs de sécurité adéquats, et la séparation des zones de travail.</p>
MTD 5 (Risque environnemental associé à la manutention et au transfert)	<p>CONFORME à la MTD</p> <p>Les opérations de manutention sont exécutées par du personnel formé. Elles sont décrites au sein d'une procédure.</p> <p>Des contrôles des cuves aériennes de stockage sont mis en place et consignés : plan de contrôle, visite de routine, procédure de surveillance visuelle des cuves, de l'état des rétentions, épreuve hydraulique, contrôle externe....</p> <p>L'application du plan de contrôle et d'inspection des réservoirs permet de s'assurer d'un suivi de l'état des équipements pour prévenir l'apparition de la corrosion</p>

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
MTD 6 (Surveillance des émissions dans l'eau)	CONFORME à la MTD Le site assure la surveillance des principaux paramètres caractéristiques de son activité au niveau de ses rejets d'eaux pluviales.
MTD 7 (Surveillance des rejets dans l'eau)	CONFORME à la MTD Le site assure la surveillance de ses rejets aqueux selon une périodicité jugée pertinente au regard de la typologie des rejets aqueux visés.
MTD 8 (émissions canalisées dans l'air)	CONFORME à la MTD Une cartographie des émissions diffuses de COV est mise en place depuis 2020. Elle est réalisée via l'utilisation d'un PID et mise à jour périodiquement.
MTD 10 (Surveillance périodique des odeurs)	CONFORME à la MTD Le site mettra en place un plan de gestion de suivi des odeurs en cas de nuisance olfactive.
MTD 11 (Surveillance de la consommation annuelle d'eau)	CONFORME à la MTD Un suivi des consommations annuelles en eau, énergie et matières premières est assuré sur le site.
MTD 12 (Plan de gestion des odeurs)	CONFORME à la MTD Le site mettra en place un plan de gestion de suivi des odeurs en cas de nuisance olfactive.
MTD 13 (Réduire les dégagements d'odeur)	CONFORME à la MTD Des techniques permettant la réduction des odeurs sont en place sur le site auprès des installations.
MTD 14 (réduction des émissions atmosphériques diffuses)	CONFORME à la MTD L'ensemble des installations fait l'objet d'opérations de maintenance préventive consignées dans la GMAO. Des visites de sécurité et 5S sont réalisées périodiquement. Les techniques pour réduire les émissions diffuses sont mises en œuvre. Une cartographie des émissions diffuses de COV est en place depuis 2020 via l'utilisation d'un PID.
MTD 17 (Bruit et vibration)	CONFORME aux MTD Des techniques jugées pertinentes et conformes aux MTD sont en place pour réduire les émissions sonores depuis les installations de traitement et de manipulation des déchets.
MTD 18 (Bruit et vibration)	
MTD 19 (bonne gestion de l'eau)	CONFORME aux MTD Les techniques pour optimiser les consommations d'eau sont mises en œuvre. Les contrôles périodiques sont mis en place.
MTD 20 (Réduction des rejets dans l'eau)	CONFORME à la MTD La gestion des eaux usées sur le site est jugée pertinente au regard des rejets aqueux et conforme avec la MTD.
MTD 21 (Accidents/incidents)	CONFORME à la MTD Le site est protégé contre les actes de malveillance. Il comporte des extincteurs. Les modalités d'accès au site par le SDIS sont définies. Le site met en œuvre de nombreuses mesures visant à réduire les incidents et les accidents au sein de l'établissement. Ces mesures s'inscrivent dans la politique Sécurité du Groupe.
MTD 23 (Efficacité énergétique)	CONFORME à la MTD L'énergie est utilisée de façon efficace sur le site.
MTD 24 (Réutilisation des emballages)	CONFORME à la MTD Les emballages utilisés pour la collecte sont, dans la mesure du possible et dans le respect de la réglementation ADR, réutilisés après lavage afin de réduire la quantité de déchets à éliminer.
MTD 25 (réduction des émissions atmosphériques)	Applicable à l'installation d'un rejet canalisé au niveau du déchiqueteur d'ici fin 2022
MTD 40 (performances environnementales globales)	CONFORME à la MTD Les déchets entrant dans le procédé de traitement physico-chimique du site font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable permettant la surveillance des déchets entrants.

4.3 Comparaison aux MTD du BREF transversal « Émissions dues au stockage de matières dangereuses – EFS » et du BREF transversal « Efficacité des systèmes énergétiques – ENE »

L'exploitant s'est positionné sur les MTD applicables au site et a identifié des actions à mettre en œuvre pour le BREF EFS :

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
GÉNÉRALITÉS	
EFS 1	Les réservoirs de stockage sont adaptés aux produits stockés.
EFS 2	L'inspection et la maintenance des cuves de stockage des déchets liquides sont consignées dans un registre dédié sur site.
EFS 3	En cas de remplacement de matériel, une attention sera apportée quant à sa localisation et son agencement.
EFS 4	Les cuves de stockage des déchets inflammables sont entreposées sous couvert.
EFS 5	Les opérations de manutention sont exécutées par du personnel formé. Elles sont décrites au sein d'une procédure. Des contrôles des cuves aériennes de stockage sont mis en place et consignés : plan de contrôle, visite de routine, procédure de surveillance visuelle des cuves, de l'état des rétentions, épreuve hydraulique, contrôle externe.... L'application du plan de contrôle et d'inspection des réservoirs permet de s'assurer d'un suivi de l'état des équipements pour prévenir l'apparition de la corrosion
EFS 6	Une cartographie des émissions diffuses de COV est mise en place depuis 2020. Elle est réalisée via l'utilisation d'un PID et mise à jour périodiquement.
EFS 7	Les cuves en place sur le site sont adaptées pour le stockage de déchets liquides.
EFS 16	Le site, qui n'est pas classé SEVESO, dispose d'une évaluation des dangers, d'une localisation des stockages
EFS 17	Les activités réalisées sur le site sont réalisées selon des procédures ou des notes organisationnelles. Les salariés sont formés aux tâches qu'ils mettent en œuvre.
EFS 18	Les cuves de stockage de déchets liquides sur le site sont résistantes et adaptées aux déchets stockés. Des opérations de maintenance préventive permettent d'assurer leur bon état dans le temps. Elles sont mises en place depuis 2020.
EFS 19	Des procédures et des techniques sont en place pour éviter tout débordement des cuves lors des opérations de dépotage des déchets liquides
EFS 20	Les stocks sont vérifiés régulièrement pour s'assurer des niveaux de stockage des cuves.
EFS 21	Les cuves de stockage sont disposées sur des rétentions adaptées en termes de volume et de matériau.
EFS 22	Les systèmes de rétention en place permettent d'éviter tout impact d'un déversement sur le sol et le sous-sol
EFS 24	Des mesures sont en place pour réduire tous les risques d'incendie sur le site au niveau des cuves de stockage.
EFS 25	Le site dispose des moyens d'incendie adéquats en termes de défense incendie des installations de stockage.
EFS 26	Un bassin de confinement des eaux d'extinction d'une capacité de 255 m ³ est en place.
EFS 27	Le site, qui n'est pas classé SEVESO, dispose d'une évaluation des dangers, d'une localisation des stockages
EFS 28	Une personne est nommée responsable d'exploitation et assure la gestion des stocks.
EFS 29	Les déchets dangereux conditionnés sont stockés dans un bâtiment couvert
EFS 30	Les déchets dangereux sont stockés en fonction des catégories et des risques de mélange incompatible.

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
EFS 31	Les capacités de confinement en cas de déversement accidentel sont conformes à la réglementation en vigueur
EFS 32	Les moyens de lutte incendie sont conformes à la réglementation en vigueur.
EFS 33	Les déchets présentant des caractéristiques inflammables sont stockés sous extinction sur le site.
EFS 34	L'inspection et la maintenance des équipements de transfert des déchets liquides (une pompe vide cave) sont consignées dans un registre dédié sur le site depuis 2020.
EFS 35	Des contrôles visuels réguliers des équipements de transfert des déchets liquides (une pompe vide cave) sont réalisés sur le site depuis 2020.
EFS 37	Le site, qui n'est pas classé SEVESO, dispose d'une évaluation des dangers, d'une localisation des stockages.
EFS 38	Des procédures sont en place sur le site pour éviter tout phénomène de débordement des cuves.
EFS 39	Les canalisations enterrées sur le site sont contrôlées périodiquement
EFS 42	Les équipements présents sur le site pour le transfert des déchets liquides sont entretenus régulièrement
EFS 43	Les équipements utilisés sur le site pour le transfert des déchets liquides sont étanches.
EFS 46	Les déchets solides susceptibles d'émettre des poussières sont stockés dans des contenants fermés sous couvert.
EFS 47	Des inspections visuelles régulières permettent de vérifier l'état des stockages sur le site.
EFS 51	Les voiries du site sont nettoyées si besoin.
EFS 53	Les équipements de transfert des déchets solides sont équipés de telle sorte à réduire les déversements.

L'exploitant s'est positionné sur les MTD applicables au site et a identifié des actions à mettre en œuvre pour le BREF ENE :

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
GÉNÉRALITÉS	
ENE 1	Les consommations énergétiques du site sont suivies périodiquement.
ENE 2	L'aménagement et le fonctionnement du site ont fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement.
ENE 3	Une analyse des consommations énergétiques est réalisée régulièrement sur le site.
ENE 4	Une analyse des consommations énergétiques est réalisée régulièrement sur le site.
ENE 5	Les performances énergétiques des équipements sont intégrées au cahier des charges dans le cas du remplacement de celui-ci.
ENE 6	La réutilisation de l'énergie sera à l'étude sur le site dans le cadre de grands travaux de réaménagement
ENE 7	Des réflexions sont menées sur les consommations énergétiques en cas de travaux sur le site
ENE 8	Les bilans de processus annuels permettent d'évaluer les consommations énergétiques
ENE 9	Les équipements présents sur le site correspondent à des installations classiques, retrouvées sur une majorité de sites du secteur des déchets
ENE 11	Si des modifications en termes d'équipement ou d'activité sont prévues sur le site, des réflexions seront menées pour intégrer l'optimisation énergétique
ENE 12	La recherche de l'efficacité énergétique est réalisée par l'évaluation des consommations réelles par équipement, quand cela est envisageable
ENE 13	Les ressources et les informations relatives aux performances énergétiques des installations sont partagées et comparées d'un site à l'autre au sein du Groupe Chimirec auquel le site appartient.

Meilleurs Techniques Disponibles	Réponse de l'exploitant – Conformité
ENE 14	Les documents et les paramètres des différents procédés sont consignés au sein du système qualité présent dans l'entreprise
ENE 15	Les opérations de maintenance sont planifiées et enregistrées sur le site dans un registre dédié depuis 2020 (GMAO). + consignes pannes fréquentes + contrôle pour détection fuite visites 5S, contrôles périodiques Un plan d'action est mis en place au niveau du déchiqueteur plastique.
ENE 16	Les caractéristiques des installations sont consignées dans les documents du site.
ENE 21	Si des modifications en termes d'équipement ou d'activité sont prévues sur le site, des réflexions seront menées pour intégrer l'optimisation énergétique.
ENE 22	L'alimentation électrique du site est régulièrement contrôlée.
ENE 24	Les moteurs utilisés sur les installations sont adaptés aux besoins de l'équipement associé
ENE 26	Les systèmes de pompage du site sont régulièrement contrôlés.
ENE 27	Si des modifications en termes d'équipement ou d'activité sont prévues sur le site, des réflexions seront menées pour intégrer l'optimisation énergétique
ENE 28	Des informations sont communiquées au personnel afin de réduire l'utilisation de l'éclairage à son minimum

4.4 Comparaison des rejets du site aux NEA-MTD du BREF WT

Les effluents rejetés en dehors du site ne sont pas traités via une station d'épuration hors site ; ils sont considérés comme des rejets directs dans une masse d'eau,

Les rejets aqueux respectent globalement les valeurs limites en DCO, MES, HT associées aux NEA-MTD relatives aux niveaux d'émission pour les rejets directs dans une masse d'eau.

Concernant les rejets aqueux, il convient d'appliquer les valeurs limites les plus contraignantes entre celles de des arrêtés préfectoraux du 07/06/1999 (article 4.4.2) et du 29/09/2008 (article 5) et celle de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Aussi, les valeurs limites suivantes seront prescrites par arrêté préfectoral complémentaire :

- DCO < 180 mg/l
- MES < 60 mg/l
- HT < 10 mg/l

La fréquence de suivi est mensuelle.

Par ailleurs, l'exploitant procédera à la recherche des 2 molécules ci-dessous à une fréquence semestrielle :

Paramètres
PFOA
PFOS

La surveillance pourra être suspendue dans le cas où les molécules ne sont pas détectées.

Par ailleurs, l'exploitant prend l'initiative de suivre mensuellement les paramètres suivants :

Paramètres	Valeurs limites (AM 02/02/1998)
Azote NTK	30 mg/l
Phosphore total	10 mg/l
Nitrites	-
Nitrates	-
DBO ₅	30 mg/l

Le site possède un rejet canalisé au niveau du déchiqueteur d'emballages plastiques et de pare-chocs situé dans la zone nord. Aussi, les paramètres « poussières » et « composés organiques volatils » du III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 s'appliquent :

Paramètres	Valeurs limites
Poussières	5 mg/Nm ³
Composés organiques volatils (COV)	30 mg/Nm ³

La fréquence de suivi est semestrielle.

4.5 Mise à jour de l'arrêté préfectoral

L'exploitant propose la mise à jour de son arrêté préfectoral d'exploiter sur les points suivants :

- description des installations et des activités en place sur l'installation ;
- bilan des tonnages de déchets en transit sur le site ;
- classement du site selon la nomenclature des installations classées ;
- révision des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux et gazeux.

Ces modifications sont en partie reprises dans un porter à connaissance transmis à la préfecture de Maine-et-Loire le 25/05/2020 (complété les 15/10/2020, 17/09/2021 et 25/01/2022).

Après instruction, l'inspection conclut à la nécessité d'actualiser les prescriptions par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé au préfet concernant le renforcement du suivi des rejets aqueux et gazeux.

5 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen est complet et régulier. Il comprend notamment le positionnement de l'exploitant vis-à-vis des MTD déjà mises en œuvre, les MTD à mettre en œuvre, la justification des MTD non prises en compte et le positionnement du niveau actuel par rapport aux NEA-MTD.

Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés préfectoraux en vigueur ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire d'actualiser les valeurs limites d'émission pour les substances polluantes. Ainsi, en application des articles R.181-45, R.515-60 et R.515-70 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe. Considérant que cet arrêté consiste uniquement en un renforcement des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la société CHIMIREC en matière de surveillance des sols, et eaux souterraines et rejets aqueux dans le milieu naturel, l'inspection

des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires. La signature de l'arrêté clôture la procédure de réexamen.

À compter du 17/08/2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement, ainsi que les engagements de l'exploitant mentionnés dans le dossier de réexamen.

La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.